RÉINVESTISSONS LA FRANCE

DÉBATS PARTICIPATIFS

TRAVAUX PUBLICS

CITOYENS ET INFRASTRUCTURES À PARIS

Le 8 juin, la 11ème rencontre citoyenne organisée par la Fédération Nationale des Travaux Publics s'est tenue à Paris. 100 citoyens de toute l'Ile-de-France étaient présents pour exprimer leurs besoins et leurs attentes en matière d'infrastructures et d'aménagement du territoire.

José Ramos, Président de la FRTP Ile-de-France le souligne d'entrée, la région ne se limite pas à Paris, elle est composée de territoires aux problématiques très différentes, « c'est une petite France, il y l'urbain, le péri-urbain et le rural. »

Une fracture territoriale également présente en Ile-de-France

Les premières interventions semblent indiquer que les inégalités entre les territoires sont bien présentes en Ile-de-France. Audrey, qui réside à Noisy-le-Grand, souligne la facilité qu'il y a pour se rendre de chez elle à Paris en transports en commun mais le temps excessif pour rejoindre Thiais : « je mettais 1h45 pour aller travailler alors qu'en voiture on met à peu près 25 minutes, on a l'impression de travailler 60 heures par semaine au lieu de 39 ». Même constat pour Monsieur Vincent de Conflans-Sainte-Honorine : « je mets 2 heures pour aller à Saint-Germain-en-Laye qui n'est qu'à 4,5 km parce qu'il faut passer par Paris ou par Poissy ».
Les transports ne sont pas les seules infrastructures à être ciblées. En effet, certains territoires franciliens souffrent également d'un raccordement insuffisant à la fibre. Chris, entrepreneur web et résident d'Ormesson regrette « de ne pas être raccordé à la fibre tout en habitant à 15 km de Paris, on parle d'égalité des chances mais il n'y a pas d'égalité face aux infrastructures ».

Un besoin d'infrastructures en accord avec l'évolution des modes de vie

Au-delà d'un nouvel élan pour lancer de grands projets emblématiques en France, réclamé par certains participants, il apparait nécessaire de mettre l'accent sur les infrastructures utiles en lien avec l'évolution des besoins et des comportements. Chris l'affirme, « avec la fibre je pourrais développer mon activité, embaucher des salariés, créer de la valeur mais pour l'instant je n'ai pas cette possibilité-là ».
Dans le domaine des déplacements, Laure propose de les faciliter en « développant les infrastructures invisibles c'est-à-dire en optimisant l'existant avec une démarche plus intelligente. La circulation automobile peut s'améliorer avec le co-voiturage mais il faut pour cela des applications performantes, des parkings et des dépose-minutes

pour les utilisateurs qui doivent aussi disposer de moyens de transport complémentaires à leur arrivée ».
Alexis, urbaniste, va encore plus loin en suggérant des « infrastructures de transport dynamiques, modulables en fonction de la temporalité comme des voies dédiées à certains moments de la journée ». Dans le même esprit, Sandrine Gourlet, directrice adjointe à la voirie et aux transports à la Mairie de Paris est très favorable à l'expérimentation : « il faut tester des idées sur des territoires limités car cela permet de vérifier la pertinence d'une idée et son adéquation avec les attentes et les besoins des usagers ».
Enfin la thématique de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite est abordée. Elle n'est pas nouvelle mais n'est toujours pas suffisamment prise en compte comme le constate Ludivine : « c'est très bien de faire des infrastructures, encore faut-il qu'elles soient accessibles à tous, les transports en commun le sont trop peu, l'inclusion sociale passe par cette égalité d'accès ».

Plus de dialogue avec les citoyens et une réelle prise en compte de leur avis

Tout au long du débat, l'importance de l'écoute des citoyens et d'une meilleure prise en compte de leur parole a été régulièrement mise en avant. L'intervention pleine d'optimisme de Maxime Pontet, lycéen, prolonge celle de Sandrine Gourlet. D'après lui, il est nécessaire de « consulter la population et prendre en compte leur expérience au quotidien des infrastructures car on pourrait les rendre plus pratiques, plus fonctionnelles et éviter certaines erreurs ».
Yvon Camelin, habitant d'Aubervilliers, insiste sur « l'importance du dialogue, de la concertation et de la participation des citoyens lors de la conception des projets ». Il parle également « d'accompagnement des habitants » notamment avec l'arrivée du Grand Paris Express « dont certains ont un peu peur et qui est parfois perçu comme un rouleau compresseur ».
Le rôle de l'enquête publique est également discuté. Denis Millet, habitant de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise propose que « l'enquête publique devienne force de décision. Les politiques doivent revoir et améliorer leurs projets suite à l'avis des citoyens ». Il souhaite même qu'on importe un concept qui existe dans certains pays d'une forme de médiation : « il faut former les citoyens pour leur donner les moyens de comprendre les enjeux autour des projets ».
Florian de Brétigny-sur-Orge constate également un « problème démocratique » et voudrait que les citoyens aient « un poids comme les actionnaires dans une grande entreprise ».
José Ramos conclut cette rencontre en reconnaissant « l'utilité du débat dans l'acceptabilité des projets » notamment dans le cadre du Grand Paris. Il souligne également l'importance de l'étape de planification pour pouvoir financer ces infrastructures indispensables aux franciliens. Pour lui, « l'égalité des chances passe par l'égalité des territoires et de leurs infrastructures ».

Les débats participatifs, c'est quoi :

- **Plus de 3 mois d'échanges**
- **11 débats en régions**
- **1 800 participants, citoyens, élus, entrepreneurs pour dialoguer sur le thème des infrastructures**

LES TRAVAUX PUBLICS FÉDÉRATION NATIONALE

LES TRAVAUX PUBLICS FÉDÉRATION ÎLE-DE-FRANCE

En partenariat avec :

PRO BTP GROUPE